

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 02/10/2023
Reçu en préfecture le 02/10/2023
Publié le
ID : 030-213000409-20230928-2809234-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit septembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 6

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 22/09/2023

Présents : Marc WELLER, Vincent LHOMME, André BARRAL, Florent STEINMETZ, Michel GRAZIOLI, Valentin ROBA.

Absents : Fabrice GATY, Merel VAN DER BLIEK, Caroline SERRES.

Procurations : Caroline SERRES donne procuration à Marc WELLER.

Merel VAN DER BLIEK donne procuration à Vincent LHOMME.

A été nommé secrétaire de séance : Valentin ROBA.

OBJET : Délibération portant sur la demande de défrichement des pins noirs d'Autriche.

Le Maire de Blandas informe l'assemblée :

Qu'il est nécessaire d'avoir une autorisation accordée par le conseil municipal au maire pour déposer la demande de défrichement des pins noirs d'Autriche sur les parcelles Z170, Z13, Z10, C546, X194 et C1255 ;

Vu la nécessité de stopper la prolifération des pins noirs d'Autriche en raison du risque Incendie,
Vu la nécessité de restaurer les espaces ouverts au titre de Natura 2000 et du classement Unesco patrimoine agropastoral,

Vu l'accord préalable de la DDTM Environnement et Forêts en date du 09/11/2022,

Vu l'accord des propriétaires des parcelles concernées,

La coupe et l'enlèvement des pins seront effectués par la même entreprise sans coût pour les propriétaires.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

DECIDE

De charger le Maire de signer tous documents administratifs relatifs à ce sujet

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr